

Vu l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 5, §§ 2 et 2 bis et 8;

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 1991 portant mise en œuvre de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1990;

Vu l'avis de la Commission d'évaluation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence de faciliter les modalités de versement de l'intervention financière aux introducteurs,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 3, § 3 de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1991 portant mise en œuvre de l'arrêté royal du 27 février 1989 portant exécution de la Section 2 — institution d'une cotisation au Fonds pour l'emploi — du Chapitre VIII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. En ce qui concerne les projets visés à l'article 3, alinéa 2 de l'arrêté royal, le montant global de l'intervention financière pour le projet s'élève à maximum 406 224 F par personne visée par l'initiative pour l'emploi. »

**Art. 2.** L'article 8, § 2 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne les projets visés à l'article 3, alinéa 2 de l'arrêté royal, la demande de paiement est, en outre, accompagnée des pièces nécessaires à établir les frais réels occasionnés dans le cadre du projet. »

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Bruxelles, le 15 mai 1991.

L. VAN DEN BRANDE

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid de artikelen 5, §§ 2 en 2 bis en 8;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 januari 1991 houdende inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988, gewijzigd door het koninklijk besluit van 22 juni 1990;

Gelet op het advies van de Evaluatiecommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de uitbetalingsmodaliteiten voor de financiële tussenkomst aan de indieners te vergemakkelijken,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3, § 3 van het ministerieel besluit van 16 januari 1991 houdende inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitvoering van Afdeling 2 — instelling van een bijdrage aan het Tewerkstellingsfonds — van Hoofdstuk VIII van Titel III van de programmawet van 30 december 1988 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Wat de projecten betreft bedoeld in artikel 3, tweede lid van het koninklijk besluit, bedraagt de globale financiële tussenkomst voor het project maximum 406 224 F per persoon ten behoeve waarvan het tewerkstellingsinitiatief werd opgezet. »

**Art. 2.** Artikel 8, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wat de projecten betreft bedoeld in artikel 3, tweede lid van het koninklijk besluit, wordt, daarenboven, de betalingsaanvraag vergezeld van de nodige bewijsstukken tot staving van de in het kader van het project werkelijk verrichte kosten. »

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Brussel, 15 mei 1991.

L. VAN DEN BRANDE

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 1603

16 AVRIL 1991. — Décret organisant l'enseignement de promotion sociale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1er. § 1er.** La Communauté française organise, reconnaît ou subventionne l'enseignement de promotion sociale conformément à l'article 3, 1er, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 2. L'appellation « enseignement de promotion sociale » ne peut être utilisée que par les établissements organisés ou subventionnés et par les pouvoirs organisateurs reconnus par la Communauté française, concernés par le présent décret.

§ 3. Les pouvoirs organisateurs visés au § 2 sont reconnus lorsqu'ils se conforment aux conditions légales et réglementaires concernant l'organisation des études et l'application des lois linguistiques.

(1) *Session 1989-1990 :*

*Documents du Conseil.* — N°s 155, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n°s 3 à 5 : Amendements.

*Session 1990-1991 :*

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption : séance du 19 mars 1991.

Ils doivent en outre :

1° Adopter et respecter l'horaire de référence minimum, le contenu minimum et les caractéristiques des sections et unités de formation, visées à l'article 17, alinéa 2, 1°, tels qu'ils seront fixés par l'Exécutif, sur avis conforme de la Commission de concertation visée à l'article 15.

2° Se soumettre au contrôle et à l'inspection organisés par l'Exécutif.

3° Etre organisés par une personne physique ou morale qui en assume toute la responsabilité.

4° Etre établis dans des locaux répondant à des conditions d'hygiène et de salubrité.

5° Disposer du matériel didactique et de l'équipement répondant aux nécessités pédagogiques.

6° Disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des étudiants et être soumis dès lors au contrôle du service de sante administratif.

Lorsqu'un pouvoir organisateur cesse de satisfaire aux conditions prévues, la reconnaissance est retirée à dater de la notification ministérielle basée sur le manquement constaté.

**Art. 2.** L'enseignement de promotion sociale est dispensé par les seuls établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française ainsi que par les seuls pouvoirs organisateurs reconnus par la Communauté française.

**Art. 3.** L'enseignement de promotion sociale comporte deux régimes, le régime 1 et le régime 2.

**Art. 4.** L'enseignement de promotion sociale de régime 1 est celui qui est organisé conformément aux dispositions du présent décret.

**Art. 5.** L'enseignement de promotion sociale de régime 2 est celui qui reste régi, à titre transitoire, par les lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Toutefois, les titres III et IV concernent à la fois l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et l'enseignement de promotion sociale de régime 2.

## TITRE II. — Enseignement de promotion sociale de régime 1

### CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

**Art. 6.** Nul ne peut être admis comme élève régulier dans l'enseignement de promotion sociale aussi longtemps qu'il est soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par l'Exécutif pour des formations spécifiques.

**Art. 7.** Les principales finalités de l'enseignement de promotion sociale sont de :

1° concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire;

2° répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

**Art. 8.** Aux conditions et selon les modalités déterminées par l'Exécutif, les établissements d'enseignement de promotion sociale sont autorisés à prendre en considération pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci, les capacités acquises dans d'autres enseignements ou dans d'autres modes de formation y compris l'expérience professionnelle.

L'Exécutif détermine les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 9.** L'Exécutif peut organiser, reconnaître ou admettre aux subventions un enseignement expérimental dont la durée ne peut excéder trois années civiles successives.

### CHAPITRE II. — Des sections et unités de formation organisées dans l'enseignement de promotion sociale

**Art. 10. § 1er.** Pour atteindre les finalités de l'enseignement de promotion sociale, les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de promotion sociale organisent des sections aux degrés inférieur et supérieur de l'enseignement secondaire et au niveau de l'enseignement supérieur.

§ 2. L'enseignement supérieur de promotion sociale est de type court ou de type long.

L'Exécutif détermine les conditions de passage d'un type d'enseignement supérieur à l'autre.

**Art. 11.** Les sections répondent à des besoins individuels et collectifs d'initiation, de rattrapage, de qualification, de perfectionnement, de recyclage, de reconversion, de spécialisation.

Elles visent à la fois à :

1° faire acquérir les capacités liées aux niveaux de qualification correspondant à l'exercice d'un emploi, d'un métier ou d'une profession;

2° faire acquérir les capacités permettant l'admission ou le maintien dans un processus de formation ou d'éducation.

**Art. 12.** Chaque section est composée d'une ou de plusieurs unités de formation.

**Art. 13. § 1er.** Une unité de formation est constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent, dès lors, un ensemble pédagogique au niveau de l'acquisition de connaissances et/ou de savoir-faire.

A chaque unité de formation correspondent des capacités préalables requises.

§ 2. Les unités de formation peuvent être organisées isolément.

**Art. 14.** Les sections et les unités de formation sont organisées de manière permanente ou occasionnelle. Elles peuvent être organisées à n'importe quel moment de l'année, durant la journée ou en soirée, un ou plusieurs jours par semaine, suivant un horaire intensif ou étalé.

### CHAPITRE III. — *De la Commission de concertation*

**Art. 15.** Il est créé une Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, dénommée ci-après Commission.

**Art. 16.** La Commission remet à l'Exécutif ses avis relatifs aux missions qui lui sont confiées.

**Art. 17.** La Commission a pour mission de suivre et de faciliter, dans chacun des réseaux d'enseignement, la mise en place de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

Elle est chargée plus particulièrement de :

1° l'élaboration et la tenue à jour de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections et unités de formation conformément au prescrit des dispositions des articles 44 et 61;

2° la fixation de la part d'autonomie de l'horaire de référence minimum et/ou de la part supplémentaire de l'horaire de référence des sections qui peut être utilisée par chaque établissement sans modifier la certification obtenue sur la base du dossier de référence minimum;

3° l'adaptation des profils de formation;

4° la fixation des modalités de capitalisation des titres sanctionnant les unités de formation;

5° l'information sur les possibilités de certification et de capitalisation des titres.

**Art. 18.** La Commission se compose d'un président, d'un vice-président, de quatorze membres effectifs et de quatorze membres suppléants.

Tous ont voix délibérative.

**Art. 19.** Le président est un fonctionnaire général de la direction générale qui à l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Le vice-président est le membre de l'inspection qui a pour mission d'encadrer le groupe des inspecteurs ayant l'enseignement de promotion sociale dans leurs attributions.

Le président et le vice-président de la Commission sont nommés par l'Exécutif.

**Art. 20.** Les membres effectifs et les membres suppléants sont répartis comme suit en trois groupes :

1° douze membres représentant les réseaux de l'enseignement, à savoir quatre membres représentant le réseau de l'enseignement de la Communauté française, quatre membres représentant le réseau libre subventionné dont un représentant le libre non confessionnel et quatre membres représentant l'enseignement officiel subventionné. Les membres représentant les réseaux subventionnés sont proposés par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs concernés, les membres représentant le réseau de l'enseignement de la Communauté française sont proposés par le Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

2° un membre représentant l'administration ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, proposé sur une liste double par le président de la Commission;

3° un membre représentant l'inspection ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, proposé sur une liste double par le vice-président de la Commission.

Les membres effectifs et suppléants de la Commission sont nommés par l'Exécutif pour un terme de quatre ans successivement renouvelable par terme de quatre ans.

**Art. 21.** Le président et le vice-président du Conseil supérieur de l'Enseignement de Promotion sociale visé à l'article 78 sont membres de la Commission avec voix délibérative et participent aux travaux de la Commission lorsqu'il est question de sections du niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

**Art. 22.** La Commission ne peut émettre valablement ses avis que lorsqu'au moins neuf membres représentant les réseaux d'enseignement sont présents.

Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours ouvrables, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente; quel que soit le nombre des membres représentant les réseaux d'enseignement présents, un avis valable est donné.

**Art. 23.** Lors d'un vote, la Commission émet ses avis à la majorité des deux tiers des voix. Des notes de la minorité peuvent être jointes aux avis.

**Art. 24.** La Commission peut constituer des groupes de travail dont elle détermine la mission et auxquels participent des experts qu'elle désigne.

**Art. 25.** L'Exécutif règle l'organisation et le fonctionnement de la Commission.

### CHAPITRE IV. — *Organisation de l'enseignement secondaire de promotion sociale*

#### *Section 1er. — Structures*

**Art. 26.** L'enseignement secondaire de promotion sociale correspond aux enseignements secondaires général, technique et professionnel de plein exercice.

**Art. 27.** Chaque section de l'enseignement secondaire de promotion sociale est classée dans l'enseignement secondaire inférieur ou dans l'enseignement secondaire supérieur suivant ses objectifs généraux, son contenu et le titre qui la sanctionne.

**Art. 28.** Chaque unité de formation est de transition ou de qualification suivant son contenu et ses objectifs particuliers.

Une unité de formation de transition prépare principalement à la poursuite des études, y compris au niveau de l'enseignement supérieur, tout en offrant la possibilité d'accéder à un niveau de qualification.

Une unité de formation de qualification permet à l'étudiant d'accéder à un niveau de qualification, tout en offrant la possibilité de poursuivre des études, y compris au niveau de l'enseignement supérieur.

**Art. 29.** Les structures des établissements, les fonctions, titres et rémunérations des membres du personnel sont déterminés par le classement des sections et des unités de formation dans l'enseignement secondaire inférieur ou dans l'enseignement secondaire supérieur.

#### Section 2. — Titres

**Art. 30.** Les sections de l'enseignement secondaire de promotion sociale sont sanctionnées :

1° soit par des titres correspondant à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice, y compris le certificat d'études de base et les titres dénommés certificats de qualification qui sont délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice au terme du deuxième degré et au terme du troisième degré;

2° soit par des titres spécifiques à l'enseignement secondaire de promotion sociale.

Les unités de formation de l'enseignement secondaire de promotion sociale sont sanctionnées par des attestations de réussite.

L'enseignement secondaire de promotion sociale délivre également le diplôme correspondant au diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur tel que défini par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

#### Section 3. — Conseil des études

**Art. 31.** — Dans chaque établissement, le Conseil des études prend dans les limites et conditions fixées par les dossiers de référence et le règlement général des études, les décisions relatives :

1° à l'admission des élèves;

2° au suivi pédagogique des élèves;

3° à la sanction des études;

4° à la délivrance du diplôme correspondant au diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

**Art. 32.** Pour chaque section ou unité de formation, le Conseil des études comprend les membres du personnel directeur et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'élèves concerné.

Pour la sanction des études d'une unité de formation de qualification, il est adjoint au Conseil des études des membres étrangers à l'établissement, dont le nombre et les modalités de désignation sont déterminés dans le règlement général des études.

#### Section 4. — Conditions d'admission

**Art. 33.** L'admission dans l'enseignement secondaire de promotion sociale s'effectue dans une section ou dans une unité de formation.

Elle est décidée par le Conseil des études de l'établissement dans lequel l'élève s'inscrit.

**Art. 34.** Sur base du règlement général des études, le Conseil des études admet chaque candidat dans une section ou une unité de formation en fondant son appréciation notamment sur les éléments suivants :

1° les études sanctionnées par un titre d'études;

2° les résultats d'épreuves ou de tests;

3° les autres études;

4° les documents ou attestations de nature professionnelle.

**Art. 35.** Les élèves régulièrement admis sont comptés dans le nombre d'élèves pris en considération pour l'octroi des frais de fonctionnement, pour l'admission aux subventions, pour le calcul du traitement ou de la subvention-traitement du directeur et du sous-directeur, pour la détermination des charges du personnel enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif.

#### Section 5. — Suivi pédagogique

**Art. 36.** Des cours peuvent être organisés et subventionnés en faveur d'un ou de plusieurs élèves qui ne maîtrisent pas certaines connaissances préalables requises ou pour ceux qui éprouvent des difficultés au début ou en cours de formation.

Le Conseil des études décide de l'utilité, du contenu et de la durée de ces cours.

#### Section 6. — Sanction des études

**Art. 37.** L'attestation de réussite prévue à l'article 30 est délivrée par le Conseil des études après délibération tenant compte :

1° des compétences fixées;

2° des éléments d'évaluation formative et continue relevés par le Conseil des études;

3° des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés.

En application de l'article 8, l'attestation de réussite peut aussi être délivrée par le Conseil des études, après délibération, tenant compte :

1° des compétences fixées;

2° des résultats d'épreuves;

3° des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés.

**Art. 38.** Un élève termine avec fruit la formation d'une section s'il a obtenu des attestations de réussite, en application de l'article 37, pour chacune des unités de formation constituant la section.

*Section 7. — Délivrance du diplôme correspondant au diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur*

**Art. 39. § 1er.** Le diplôme correspondant au diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur prévu à l'article 30 est délivré à la suite de la délibération du Conseil des études compétent pour la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Dans son appréciation, le Conseil des études tient compte :

- 1° des résultats scolaires de l'élève;
- 2° de sa capacité d'exploiter les acquis cognitifs;
- 3° de sa maîtrise de la langue française;
- 4° de la maîtrise suffisante des aptitudes non cognitives indispensables à la poursuite des études dans l'enseignement supérieur avec succès.

§ 2. Chaque élève ne peut faire l'objet que d'une délibération par un Conseil des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale.

*Section 8. — Règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale*

**Art. 40.** L'Exécutif arrête le règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale en application notamment des sections 1 à 7 du présent chapitre.

**CHAPITRE V. — Organisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court**

*Section 1er. — Structures*

**Art. 41.** L'enseignement supérieur de promotion sociale de type court peut être organisé dans les catégories suivantes :

- 1° enseignement supérieur technique;
- 2° enseignement supérieur économique;
- 3° enseignement supérieur agricole;
- 4° enseignement supérieur paramédical;
- 5° enseignement supérieur social;
- 6° enseignement supérieur pédagogique;
- 7° enseignement supérieur maritime.

**Art. 42.** Chaque section de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court est classée dans une des catégories visées à l'article 41 par l'Exécutif sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé au chapitre 1er du Titre III.

Chaque section comporte obligatoirement un travail ou projet de fin d'études et/ou des stages pour lesquels des périodes d'encadrement sont prévues dans l'horaire de référence.

L'activité professionnelle des étudiants peut être assimilée aux stages visés à l'alinéa précédent, sur décision du Conseil des études.

**Art. 43.** Chaque unité de formation est classée dans au moins une des catégories visées à l'article 41 par l'Exécutif, sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé au chapitre 1er du Titre III.

**Art. 44.** L'horaire de référence minimum, le contenu minimum et les caractéristiques visés à l'article 17, 1°, en ce qu'ils concernent les sections et les unités de formation, sont fixés en tenant compte des conditions de passage de l'enseignement supérieur de type court à l'enseignement supérieur de type long.

*Section 2. — Titres*

**Art. 45.** Les sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court sont sanctionnées :

- 1° soit par des diplômes correspondant à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice;
- 2° soit par des diplômes spécifiques à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Les unités de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court sont sanctionnées par des attestations de réussite.

**Art. 46.** L'enseignement supérieur de promotion sociale de type court délivre le certificat d'aptitudes pédagogiques, tel qu'il est prévu à l'article 16 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements.

Ce titre constitue également un titre requis pour l'exercice d'une fonction pédagogique dans l'enseignement subventionné.

**Art. 47.** En application de l'article 10, § 2, et de l'article 44, des attestations de réussite obtenues à l'issue d'unités de formation tant de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court que de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long, constituent, après application des modalités de capitalisation, les diplômes visés à l'article 45.

*Section 3. — Conseil des études*

**Art. 48.** Dans chaque établissement, le Conseil des études prend dans les limites et conditions fixées par les dossiers de référence et le règlement général des études, les décisions relatives :

- 1° à l'admission des élèves;
- 2° au suivi pédagogique des élèves;
- 3° à la sanction des études.

**Art. 49.** Le Conseil des études, lorsqu'il est amené à prendre des décisions relatives à l'admission ou au suivi pédagogique des élèves, comprend les membres du personnel directeur et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'élèves concerné.

Pour la sanction des études, il est adjoint au Conseil des études, des membres étrangers à l'établissement dont le nombre et les modalités de désignation sont déterminés dans le règlement général des études.

*Section 4. — Conditions d'admission*

**Art. 50.** L'admission dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court s'effectue dans une section ou dans une unité de formation.

**Art. 51.** Nul ne peut suivre simultanément les cours dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et ceux de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice.

Par dérogation, un élève de l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice peut suivre des sections ou des unités de formation dont le contenu ne correspond pas à celui de tout ou partie de son programme d'études dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice.

**Art. 52.** L'admission est décidée par le Conseil des études de l'établissement dans lequel l'élève s'inscrit.

**Art. 53.** Les dispositions des articles 34 et 35 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

*Section 5. — Suivi pédagogique*

**Art. 54.** Les dispositions de l'article 36 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

*Section 6. — Sanction des études*

**Art. 55.** L'attestation de réussite prévue à l'article 45 est délivrée par le Conseil des études après délibération, tenant compte :

- 1° des compétences fixées;
- 2° des éléments d'évaluation formative et continue relevés par ledit Conseil des études;
- 3° des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés.

En application de l'article 8, l'attestation de réussite peut aussi être délivrée par ledit Conseil des études après délibération, tenant compte :

- 1° des compétences fixées;
- 2° des résultats d'épreuves;
- 3° des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés.

**Art. 56.** Un élève termine avec fruit la formation d'une section s'il a obtenu des attestations de réussite, en application de l'article 55, pour chacune des unités de formation constituant la section et s'il a présenté et défendu avec succès un travail ou projet de fin d'études devant le jury prévu à cet effet.

*Section 7. — Règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court*

**Art. 57.** L'Exécutif arrête le règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court en application notamment des sections 1 à 6 du présent chapitre.

*CHAPITRE VI. — Organisation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long**Section 1er. — Structures*

**Art. 58.** L'enseignement supérieur de promotion sociale de type long peut être organisé dans les catégories suivantes :

- 1° enseignement supérieur technique;
- 2° enseignement supérieur économique;
- 3° enseignement supérieur agricole;
- 4° enseignement supérieur paramédical;
- 5° enseignement supérieur social;
- 6° enseignement supérieur pédagogique;
- 7° enseignement supérieur maritime.

**Art. 59.** Chaque section de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long est classée dans une des catégories visées à l'article 58 par l'Exécutif sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé au chapitre 1er du Titre III.

Chaque section comporte obligatoirement un travail ou projet de fin de section et des stages pour lesquels des périodes d'encadrement sont prévues dans l'horaire de référence.

L'activité professionnelle des étudiants peut être assimilée aux stages visés à l'alinéa précédent, sur décision du Conseil des études.

**Art. 60.** Chaque unité de formation est classée dans au moins une des catégories visées à l'article 58 par l'Exécutif, sur avis conforme du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé au chapitre Ier du Titre III.

**Art. 61.** L'horaire de référence minimum, le contenu minimum et les caractéristiques visés à l'article 17, 1<sup>o</sup>, en ce qu'ils concernent les sections et les unités de formation, sont fixés en tenant compte des conditions de passage de l'enseignement supérieur de type court à l'enseignement supérieur de type long.

#### Section 2. — Titres

**Art. 62.** Les sections de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long sont sanctionnées :

- 1<sup>o</sup> soit par des diplômes correspondant à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice;
- 2<sup>o</sup> soit par des diplômes spécifiques à l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

Les unités de formation de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long sont sanctionnées par des attestations de réussite.

Les diplômes correspondant à ceux délivrés par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice mentionnent le grade obtenu.

**Art. 63.** L'enseignement supérieur de promotion sociale de type long délivre un diplôme et un grade dont la correspondance au diplôme et au grade d'ingénieur industriel, délivrés par l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice, est déterminée par une commission dont la composition et le fonctionnement sont fixés par l'Exécutif.

**Art. 64.** L'Exécutif détermine les diplômes et les grades obtenus dans les catégories de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long visées à l'article 58, s'il est décidé d'organiser l'une de ces catégories.

**Art. 65.** En application de l'article 10, § 2, et des articles 44 et 61, des attestations de réussite obtenues à l'issue d'unités de formation, tant de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court que de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long, constituent, après application des modalités de capitalisation, les diplômes visés aux articles 62, 63 et 64.

#### Section 3. — Conseil des études

**Art. 66.** Dans chaque établissement, le Conseil des études prend, dans les limites et conditions fixées par les dossiers de référence et le règlement général des études, des décisions relatives :

- 1<sup>o</sup> à l'admission des élèves;
- 2<sup>o</sup> au suivi pédagogique des élèves;
- 3<sup>o</sup> à la sanction des études.

**Art. 67.** Les dispositions de l'article 49 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

#### Section 4. — Conditions d'admission

**Art. 68.** L'admission dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long s'effectue dans une section ou dans une unité de formation.

**Art. 69.** Nul ne peut suivre simultanément les cours dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et ceux de l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

Par dérogation, un élève de l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice peut suivre des sections ou des unités de formation dont le contenu ne correspond pas à celui de tout ou partie de son programme d'études dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

**Art. 70.** Les dispositions des articles 52, 34 et 35 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

#### Section 5. — Suivi pédagogique

**Art. 71.** Les dispositions de l'article 36 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

#### Section 6. — Sanction des études

**Art. 72.** L'attestation de réussite prévue à l'article 62 est délivrée par le Conseil des études après délibération, tenant compte :

- 1<sup>o</sup> des compétences fixées;
- 2<sup>o</sup> des éléments d'évaluation formative et continue relevés par ledit Conseil des études;
- 3<sup>o</sup> des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés.

En application de l'article 8, l'attestation de réussite peut aussi être délivrée par ledit Conseil des études après délibération, tenant comptes :

- 1<sup>o</sup> des compétences fixées;
- 2<sup>o</sup> des résultats d'épreuves;
- 3<sup>o</sup> des éléments de formation personnelle ou d'acquis professionnels fournis par l'élève, dûment vérifiés.

**Art. 73.** Les dispositions de l'article 56 sont d'application en ce qui concerne l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

*Section 7. — Règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long*

**Art. 74.** L'Exécutif arrête le règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long en application notamment des sections I à 6 du présent chapitre.

**CHAPITRE VII. — Modalités de délivrance des titres dans l'enseignement de promotion sociale**

**Art. 75.** L'enseignement de promotion sociale délivre un titre correspondant à celui de l'enseignement de plein exercice lorsque ce titre sanctionne des ensembles de compétences déclarés équivalents par l'Exécutif.

L'Exécutif déclare équivalents les ensembles de compétences prévus à l'alinéa 1er en tenant compte des structures et des finalités de l'enseignement de promotion sociale, après consultation des instances concernées de l'enseignement de plein exercice et sur avis conforme de la commission de concertation.

L'Exécutif détermine les instances et les modalités de la consultation visées à l'alinéa 7.

**Art. 76.** L'Exécutif précise les formations sanctionnées par un titre spécifique à l'enseignement de promotion sociale, sur avis conforme de la commission de concertation.

**Art. 77.** La délivrance des titres prévus aux articles 75 et 76 est de la compétence des établissements d'enseignement de promotion sociale après une délibération du Conseil des études.

**TITRE III. — Dispositions communes à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2**

**CHAPITRE Ier. — Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale**

**Art. 78.** Il est créé, auprès du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, un Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale, dénommé ci-après Conseil supérieur.

**Art. 79.** Le Conseil supérieur se compose d'un président, d'un vice-président, de vingt-deux membres effectifs et de vingt-deux membres suppléants.

Le président, le vice-président et les membres sont désignés par l'Exécutif.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont répartis comme suit en cinq groupes :

- a) six membres représentant les réseaux d'enseignement, à savoir deux membres par réseau;
- b) six membres représentant le personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale, à savoir deux membres par réseau;
- c) trois membres qui sont étudiants dans l'enseignement de promotion sociale, à savoir un membre par réseau;
- d) trois membres représentant les organisations syndicales reconnues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;
- e) quatre membres représentant les milieux économiques et sociaux intéressés à l'enseignement de promotion sociale, ou d'autres milieux intéressés.

Les membres des groupes a, b et c, visés ci-dessus représentant les réseaux subventionnés, sont proposés par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs concernés.

Tant en ce qui concerne les membres effectifs que les membres suppléants des groupes a et b, le Conseil supérieur est composé de manière telle qu'aucune tendance philosophique ou religieuse n'y dispose de la majorité.

**Art. 80.** Le Conseil supérieur donne à l'Exécutif, soit à la demande de celui-ci, soit d'initiative, son avis sur toute question relative à l'adéquation de l'enseignement de promotion sociale aux besoins socio-économiques et culturels ou relative à la promotion, au développement, à l'amélioration de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 81.** L'Exécutif arrête les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

**CHAPITRE II. — Dotations de périodes**

**Art. 82.** Chaque pouvoir organisateur d'enseignement de promotion sociale dispose d'une dotation calculée en périodes de cinquante minutes chacune.

**Art. 83.** Les périodes appartiennent à l'une des catégories suivantes : la catégorie A comprend les périodes d'enseignement secondaire technique supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2, d'enseignement secondaire supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de l'enseignement supérieur dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et de régime 2.

Les autres périodes appartiennent à la catégorie B.

**Art. 84.** Pour l'année scolaire 1988-1989, la dotation initiale de périodes d'un pouvoir organisateur est la somme, par niveau d'études, des nombres de périodes de cinquante minutes réellement organisées, dans le respect des dispositions réglementaires, par le pouvoir organisateur, au premier dixième de la durée de chaque section ou formation courte organisée pendant l'année scolaire 1987-1988. Cette somme est augmentée, une seule fois, de 120 périodes de la catégorie A par établissement autonome situé dans une commune dont la densité de population est inférieure à 75 habitants par kilomètre carré.

Pour l'année scolaire 1989-1990, la dotation de périodes d'un pouvoir organisateur est augmentée d'un pour cent tant pour les périodes de la catégorie A que de la catégorie B, pour chacun de ses établissements, et le report des périodes non organisées durant l'année scolaire 1988-1989 est effectué.



**Art. 85.** Au 1er septembre 1990, la dotation de périodes d'un pouvoir organisateur est la somme, par niveau d'études, des nombres de périodes de cinquante minutes organisables selon les dispositions de l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré, au premier dixième de la durée de chaque section ou formation courte organisée pendant l'année scolaire 1989-1990.

L'Exécutif, sur la base des crédits budgétaires alloués à l'enseignement de promotion sociale, fixe la valeur du coefficient correctif dont doit être affecté le montant de la dotation de périodes visée à l'alinéa 1er.

Au 1er septembre 1990, les quarante-cinq pour cent des nombres de périodes résultant de l'application des alinéas 1er et 2, sont attribués à chaque pouvoir organisateur afin de couvrir ses besoins jusqu'à la fin de l'année civile 1990.

**Art. 86.** A partir du 1er janvier 1991, chaque pouvoir organisateur dispose d'une dotation de périodes qui lui est attribuée par année civile.

**Art. 87.** Des ajustements de la dotation de périodes visée à l'article 86 sont réalisés annuellement en fonction des besoins et des crédits alloués à l'enseignement de promotion sociale.

L'Exécutif fixe les règles des ajustements visés à l'alinéa 1er en tenant compte notamment de l'évolution des périodes-élèves.

**Art. 88.** Un pouvoir organisateur d'un réseau peut, pour la durée d'une année civile, prêter des périodes à un autre pouvoir organisateur du même réseau, à condition de garantir les droits du personnel.

**Art. 89.** Un pouvoir organisateur en voie de cessation de ses activités dans l'enseignement de promotion sociale, par fermeture définitive de ses sections, peut transférer des périodes à un autre pouvoir organisateur du même réseau, à condition de garantir les droits du personnel.

**Art. 90.** Un pouvoir organisateur peut, parmi ses périodes disponibles, transformer des périodes de la catégorie A en périodes de la catégorie B et inversement.

Une période de la catégorie A est équivalente à une période et un quart de la catégorie B.

Une période de la catégorie B est équivalente à huit dixièmes de période de la catégorie A.

**Art. 91.** Chaque pouvoir organisateur, en tenant compte de ses disponibilités, attribue une dotation/école à son ou ses établissements de promotion sociale.

**Art. 92.** Le choix de l'utilisation des dotations/école est de la compétence de chaque pouvoir organisateur, dans le respect des dispositions réglementaires et pour autant que soit assurée à chaque étudiant la possibilité de mener à bonne fin les études qu'il a entreprises.

**Art. 93.** La différence entre les nombres de périodes constituant la dotation de périodes du pouvoir organisateur et les nombres de périodes constituant l'ensemble des dotations/école du pouvoir organisateur est la réserve du pouvoir organisateur.

Cette réserve peut être diminuée des nombres de périodes accordées en prêt à un autre pouvoir organisateur ou encore être augmentée des nombres de périodes reçues en prêt d'un autre pouvoir organisateur, conformément aux dispositions de l'article 88.

Cette réserve ne peut être que nulle ou positive.

Tout montant négatif de la réserve constitue un dépassement de dotation de périodes, non subventionnable.

Chaque pouvoir organisateur peut attribuer à son ou ses établissements de promotion sociale des périodes provenant de sa réserve.

La réserve de périodes s'éteint annuellement selon les dispositions prises en application de l'article 87.

### CHAPITRE III. — Rationalisation et programmation de l'enseignement de promotion sociale

#### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. 94.** Un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale dispose d'un numéro matricule, à son siège en un endroit déterminé, est placé sous l'autorité d'un directeur à temps plein, atteint un minimum de population scolaire et organise de ce fait un nombre minimum de périodes-élèves.

Il ne peut être annexé à un établissement d'enseignement de plein exercice en application de l'article 6 de l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 95.** Des établissements d'enseignement de promotion sociale d'un même réseau d'enseignement qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont annexés à des établissements d'enseignement de plein exercice, peuvent fusionner entre eux au 1er juillet qui suit la date d'entrée en vigueur du présent décret afin de constituer un nouvel établissement autonome d'enseignement de promotion sociale pour autant que cet établissement atteigne, à la date de la fusion, la norme de rationalisation fixée par le présent décret.

Un des sièges d'origine devient le siège du nouvel établissement autonome, le ou les autres sièges d'origine devenant des implantations dudit établissement.

**Art. 96.** Un établissement d'enseignement de promotion sociale qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est annexé à un établissement d'enseignement de plein exercice, peut être fusionné, au 1<sup>er</sup> juillet qui suit la date d'entrée en vigueur du présent décret, avec un autre établissement d'enseignement de promotion sociale du même réseau d'enseignement et devenir, dans ce cas, une implantation de ce dernier établissement autonome.

### Section 2. — Enseignement de promotion sociale de régime 1

**Art. 97.** La rationalisation de l'enseignement de promotion sociale est réalisée séparément par réseau pour :

- 1° l'enseignement de la Communauté française;
- 2° l'enseignement organisé par les provinces, les communes, associations de communes ou toute personne de droit public, subventionné par la Communauté française;
- 3° l'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

**Art. 98.** Il est fixé une norme de rationalisation par établissement autonome. Cette norme par établissement est exprimée en périodes-élèves.

**Art. 99.** Le nombre de périodes-élèves de tout établissement est obtenu en additionnant les nombres de périodes-élèves de toutes les unités de formation ou parties d'unités de formation réellement organisées, dans le respect des dispositions réglementaires, par l'établissement durant une année civile.

Le nombre de périodes-élèves d'une unité de formation ou d'une partie d'unité de formation réellement organisée, dans le respect des dispositions réglementaires, par l'établissement durant une année civile est le produit du nombre de périodes de cette unité de formation ou partie d'unité de formation réellement organisées durant cette année civile par le nombre d'élèves réguliers concernés.

**Art. 100.** La norme de rationalisation par établissement autonome organisant l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est fixée comme suit :

- 1° 30 000 périodes-élèves par établissement dont le siège est situé dans un arrondissement de moins de 125 habitants par kilomètre carré;
- 2° 40 000 périodes-élèves dans les autres cas.

**Art. 101.** Tout établissement autonome d'enseignement de promotion sociale qui n'a pas atteint, au dernier jour de l'année civile, la norme de rationalisation fixée à l'article 100 perd son autonomie au premier jour de l'année civile suivante.

Il peut être fusionné avec un autre établissement autonome d'enseignement de promotion sociale dont il devient une implantation.

A défaut de fusion, il procède à la fermeture de toutes les sections et de toutes les unités de formation qu'il organise.

Toutefois, les élèves engagés à cette date dans les sections ou unités de formation organisées dans un établissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, doivent être en mesure d'achever ces sections ou unités de formation dans le même établissement sauf s'il y a un établissement qui organise les mêmes sections ou unités de formation dans des conditions acceptées par l'élève.

L'Exécutif détermine les conditions de rétribution du directeur et de l'éducateur-économiste de l'établissement visé à l'alinéa 4.

**Art. 102.** Tout établissement d'enseignement de promotion sociale peut organiser, à partir du premier jour d'une année civile, de nouvelles sections et/ou unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, pour autant que le nombre total des périodes organisées au cours de cette année civile reste dans les limites de la dotation/école fixée par le pouvoir organisateur visée aux articles 91 et 92.

### Section 3. — Enseignement de promotion sociale de régime 1 et enseignement de promotion sociale de régime 2 dans le même établissement

**Art. 103.** La norme de rationalisation par établissement autonome qui organise à la fois l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et l'enseignement de promotion sociale de régime 2, est fixée comme suit :

- 1° 30 000 périodes-élèves par établissement dont le siège est situé dans un arrondissement de moins de 125 habitants par kilomètre carré;
- 2° 40 000 périodes-élèves dans les autres cas.

**Art. 104.** Tout établissement autonome d'enseignement de promotion sociale qui n'a pas atteint au dernier jour de l'année civile la norme de rationalisation fixée à l'article 103 perd son autonomie au premier jour de l'année civile suivante.

Il peut être fusionné avec un autre établissement autonome d'enseignement de promotion sociale dont il devient une implantation.

A défaut de fusion, il procède à la fermeture de toutes les sections et de toutes les unités de formation qu'il organise.

Toutefois, les élèves engagés à cette date dans les sections ou unités de formation organisées dans un établissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent être mis en mesure d'achever ces sections ou unités de formation dans le même établissement sauf s'il y a un établissement qui organise les mêmes sections ou unités de formation dans des conditions acceptées par l'élève.

L'Exécutif détermine les conditions de rétribution du directeur et de l'éducateur-économiste de l'établissement visé à l'alinéa 4.

**Art. 105.** L'article 102 est également d'application pour les établissements d'enseignement de promotion sociale organisant à la fois l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et l'enseignement de promotion sociale de régime 2.

**Art. 106.** En ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale de régime 1, le nombre de périodes-élèves est celui visé à l'article 99.

En ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale de régime 2, le nombre de périodes-élèves est obtenu en multipliant par quarante le nombre d'heures hebdomadaires-élèves visé à l'article 5 de l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale, tout en considérant comme période de référence l'année civile et non l'année scolaire.

Le nombre de périodes-élèves visé à l'article 103 est le résultat obtenu par l'addition des nombres de périodes-élèves visés au alinéas 1er et 2.

**Art. 107.** L'Exécutif détermine les normes et les conditions qui permettent de créer de nouveaux établissements, dans la limite des seuls numéros matricules des établissements qui existaient, par réseau, à la date du 31 août 1986, c'est-à-dire le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale de régime 2, à l'exception des établissements d'enseignement de promotion sociale qui ont été ensuite annexés à un établissement d'enseignement de plein exercice conformément aux dispositions de ce même arrêté.

#### CHAPITRE IV. — *Des minima de population et des normes de dédoublement*

**Art. 108.** Dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1, le minimum de population d'une unité de formation est de un élève.

**Art. 109.** En ce qui concerne la population des différentes unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, ainsi qu'en ce qui concerne les dédoublements et regroupements, le chef d'établissement, après consultation des Conseils des études, détermine la composition des groupes, dans le respect de la dotation de périodes de son établissement.

**Art. 110.** L'Exécutif fixe les normes et conditions de dédoublements et de regroupements.

#### CHAPITRE V. — *Charges et emplois*

**Art. 111. § 1er.** L'Exécutif fixe les conditions auxquelles sont créés et maintenus, dans les établissements autonomes, les emplois de directeur, sous-directeur, chef d'atelier, éducateur-économiste, secrétaire de direction, surveillant-éducateur et du personnel administratif.

§ 2. A partir du 1er juillet qui suit la date d'entrée en vigueur du présent décret, les emplois visés au § 1er existent uniquement en fonction principale sans préjudice des dispositions transitoires fixées par l'Exécutif.

A partir de la date précitée, les membres du personnel à qui est attribué un des emplois visés au § 1er et/ou un emploi de professeur, en fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale, bénéficient de la valorisation dans les calculs des anciennetés, de tous les services rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement et bénéficient de l'ancienneté barémique qui leur est la plus favorable.

§ 3. L'expression "fonction principale" désigne la ou les fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, dont l'ensemble des valeurs relatives ne dépasse pas l'unité.

Les fonctions visées à l'alinéa 1er peuvent être exercées dans un ou plusieurs établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française, de même type ou de types différents.

**Art. 112.** Au Conseil des études visé aux sections 3 des chapitres IV, V et VI du Titre II peut être attribué un nombre de périodes dans les limites fixées par l'Exécutif, sur avis conforme de la Commission de concertation.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions particulières*

**Art. 113.** L'enseignement de promotion sociale est dispensé dans des établissements qui constituent des ensembles pédagogiques tels que définis par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

L'enseignement de promotion sociale peut être dispensé en dehors des ensembles pédagogiques sous certaines conditions à fixer par l'Exécutif.

**Art. 114.** Pour réaliser les finalités visées à l'article 7, les pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale peuvent conclure des conventions avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations.

**Art. 115.** L'Exécutif arrête les conditions générales selon lesquelles les pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale peuvent utiliser des moyens spécifiques, autres que ceux attribués à l'enseignement de promotion sociale, qui seraient mis à leur disposition par des conventions.

**Art. 116.** A des conditions fixées par l'Exécutif, les moyens de transmission à distance peuvent être utilisés par l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 117.** L'enseignement de promotion sociale peut prendre des initiatives d'orientation et de guidance à l'égard de toute personne inscrite dans cet enseignement.

**Art. 118.** L'Exécutif arrête les conditions auxquelles il est fait appel à des experts pour certaines prestations. Dans le respect de principes statutaires applicables à toutes les catégories de personnel de l'enseignement, l'Exécutif arrête des dispositions particulières répondant aux spécificités de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 119.** L'Exécutif arrête un nouveau statut pécuniaire des membres du personnel occupés dans l'enseignement de promotion sociale ainsi que les modalités de rétribution des membres du personnel occupés à la fois dans l'enseignement de promotion sociale et dans d'autres enseignements.

**Art. 120.** En application de l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'Exécutif organise, au sein d'un service unique d'inspection comprenant l'inspection des enseignements secondaire et supérieur de plein exercice et de promotion sociale, l'inspection de l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 121.** Un ensemble pédagogique formé par un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française ne peut être situé que dans le même arrondissement administratif, sauf dérogation accordée par l'Exécutif.

**Art. 122.** Peuvent être organisées, reconnues et admises aux subventions pour autant qu'elles satisfassent aux autres conditions générales imposées par la réglementation en vigueur, les sections et formations courtes ouvertes à partir du 12 octobre 1970, selon un système de banque d'heures permettant l'utilisation des périodes de cours devenues disponibles.

**Art. 123.** Peuvent être organisés, reconnus et admis aux subventions, les modules de formation ouverts pendant les années scolaires 1979-1980, 1980-1981 et 1981-1982.

**TITRE IV. — Dispositions finales regroupant toutes les dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales**

**Art. 124.** L'article 6 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 est modifié comme suit :

1° le § 1er est complété par la disposition suivante :

"ou dans l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1";

2° un nouveau § 3 libellé comme suit est inséré après le texte du § 2 :

"§ 3. Le certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré aux élèves de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 qui ont terminé avec fruit la section ou l'ensemble des unités de formation conduisant à ce certificat.";

3° les §§ 3 et 4 deviennent respectivement les §§ 4 et 5.

**Art. 125.** L'article 9 des mêmes lois est modifié comme suit :

1° le texte du deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Elle est composée de deux sections, l'une pour l'enseignement secondaire général de plein exercice, la deuxième pour les enseignements secondaires technique, artistique et professionnel de plein exercice ainsi que pour l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.";

2° le texte du troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

"La première section est composée de professeurs de l'enseignement secondaire général de plein exercice. La seconde section est composée de professeurs des enseignements secondaires technique, artistique et professionnel de plein exercice ainsi que de professeurs de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1. Chaque section est composée de telle sorte que les membres appartenant à l'enseignement officiel et les membres appartenant à l'enseignement libre y figurent en nombre égal."

**Art. 126.** L'article 10 des mêmes lois est modifié comme suit :

1° au § 3, la phrase introductive est remplacée par la disposition suivante :

"L'homologation du certificat d'enseignement secondaire supérieur est subordonnée à la production d'un des titres suivants obtenu, soit au plus tard à la fin de la sixième année d'études des enseignements secondaires général, technique ou artistique, soit à la fin de la septième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel, soit dans l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.";

2° le § 4 est complété par :

"3° pour l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1, la régularité des études dans la section ou l'ensemble d'unités de formation conduisant au certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur."

**Art. 127.** Les cours normaux techniques moyens organisés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 2 sont supprimés, année d'étude par année d'étude, à partir du 1er septembre de l'année qui suit l'adoption par l'Exécutif de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques de la section sanctionnée par le certificat d'aptitudes pédagogiques visé à l'article 46, sur avis conforme de la Commission de concertation instaurée à l'article 15.

**Art. 128.** Sur avis du Conseil supérieur pédagogique, l'Exécutif fixe les conditions suivant lesquelles le diplôme d'aptitudes pédagogiques ou le diplôme délivré par les cours normaux techniques moyens est assimilé au certificat d'aptitudes pédagogiques visé à l'article 46.

**Art. 129.** Les sections d'études d'ingénieur technicien, organisées dans les cours techniques supérieurs du deuxième degré de l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 2, sont supprimées année d'étude par année d'étude à partir du 1er septembre de l'année qui suit l'adoption par l'Exécutif de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 63.

**Art. 130.** Les porteurs du diplôme d'ingénieur technicien obtenu à l'issue des études dans les sections des cours techniques supérieurs du deuxième degré de l'enseignement supérieur de promotion sociale de régime 2 sont autorisés à obtenir l'assimilation de leur grade et de leur diplôme aux grade et diplôme visés à l'article 63, pendant une période de dix ans comptés à partir de la date de délivrance du dernier diplôme d'ingénieur technicien mentionné à l'article 129.

L'Exécutif fixe les modalités de l'assimilation visée à l'alinéa 1er.

**Art. 131.** A l'intitulé de l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale, sont ajoutés les mots "de régime 2".

Les articles 10, 11, 12 et 15 du même arrêté royal sont abrogés à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

A l'article 9 du même arrêté royal est ajouté un § 3 libellé comme suit :

"§ 3. Les notions de sections identiques ou de sections de même orientation ne s'appliquent pas au sein d'un même établissement."

**Art. 132.** A l'intitulé de l'arrêté royal n° 64 du 20 juillet 1982 fixant les minima de population scolaire de certaines sections de l'enseignement de promotion sociale, sont ajoutés les mots "de régime 2".

**Art. 133.** L'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré, est abrogé au 1er septembre 1990, en ce qu'il concerne l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 134.** Les arrêtés royaux n° 82 du 20 juillet 1982 et n° 151 du 30 décembre 1982 modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat, sont abrogés en ce qui concerne les établissements autonomes visés aux articles 94, 95 et 96, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté qui sera adopté par l'Exécutif conformément à l'article 111.

**Art. 135.** A la date d'entrée en vigueur du nouveau statut pécuniaire visé à l'article 113, l'arrêté royal n° 63, du 11 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, est abrogé en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale.

**Art. 136.** Les sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, proposées à la programmation par les pouvoirs organisateurs et pour lesquelles il n'existe pas encore de dossiers de référence approuvés par l'Exécutif sur avis conforme de la Commission de concertation, sont approuvées sur base de dossiers de référence établis par leur réseau d'enseignement.

L'Exécutif approuve à titre provisoire ces sections et unités de formation à condition que les dossiers des membres du personnel enseignant mis en disponibilité par défaut d'emploi soient soumis à la commission de réaffectation.

La section ou l'unité de formation approuvée peut être admise aux subventions.

**Art. 137.** Lorsqu'un dossier de référence de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 a été approuvé par l'Exécutif sur avis conforme de la Commission de concertation, les pouvoirs organisateurs transforment progressivement les structures existantes concernées au plus tard le 1er janvier de la seconde année civile qui suit la date d'approbation.

**Art. 138.** Les sections de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 organisées dans des catégories antérieures à celles fixées par les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957 doivent être organisées selon le régime 1 de l'enseignement de promotion sociale au plus tard le premier jour de la deuxième année civile qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent décret, sous peine d'être supprimées à cette date.

**Art. 139.** Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 1990 à l'exception des articles 122 et 123 qui entrent en vigueur le 1er septembre 1979, du chapitre II du Titre III qui entre en vigueur le 1er septembre 1988 et du chapitre VI du Titre II qui entre en vigueur au 1er septembre 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié *au Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 avril 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FÉAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 1803

16 APRIL 1991. — Decreet houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. §1. De Franse Gemeenschap organiseert, erkent of subsidieert het onderwijs voor sociale promotie overeenkomstig artikel 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

§ 2. De benaming "onderwijs voor sociale promotie" kan slechts worden gebruikt door de georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen, en door de inrichtende machten die door de Franse Gemeenschap worden erkend en bedoeld zijn bij dit decreet.

§ 3. De bij § 2 bedoelde inrichtende machten worden erkend wanneer ze zich naar de wettelijke en reglementaire voorwaarden aangaande de organisatie van het onderwijs in de toepassing van de taalwetten schikken.

Bovendien moeten ze :

1° de minimale referentiesrooster aannemen en naleven, alsook de minimale inhoud en de kenmerken der afdelingen en opleidingsseenheden bedoeld bij artikel 17, lid 2, 1°, zoals ze door de Executieve zullen vastgelegd worden op eensluidend advies van de bij artikel 15 bedoelde Overlegcommissie.

2° zich aan het toezicht en aan de inspectie onderwerpen die door de Executieve worden ingericht.

3° door een natuurlijke of een rechtspersoon worden vertegenwoordigd die de gehele verantwoordelijkheid ervan op zich neemt.

4° gevestigd zijn in lokalen die aan gezondheidsvoorwaarden voldoen.

5° beschikken over didactisch materieel en een uitrusting die aan de pedagogische behoeften voldoen.

6° over een personeel beschikken dat de gezondheid van de studenten niet in gevaar brengt en dat derhalve onderworpen is aan de controle van de administratieve gezondheidsdienst.

Wanneer een inrichtende macht ophoudt te voldoen aan de gestelde voorwaarden, wordt de erkenning ingetrokken met ingang van de betekening van de op de vastgestelde tekortkoming steunende ministeriële beslissing.

Art. 2. Het onderwijs voor sociale promotie wordt enkel verstrekt door de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, alsmede door de door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende machten.

Art. 3. Het onderwijs voor sociale promotie omvat twee stelsels, stelsel 1 en stelsel 2.

Art. 4. Het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 is het onderwijs dat wordt ingericht overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Art. 5. Het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 is het onderwijs dat, bij wijze van overgang geregeld blijft door de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957 en door de bij toepassing van die wetten genomen besluiten.

De titels III en IV betreffen echter tegelijkertijd het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2.

TITEL II. — *Onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1*HOOFDSTUK I. — *Algemene Bepalingen*

Art. 6. Niemand mag als regelmatig ingeschreven leerling tot het onderwijs voor sociale promotie worden toegelaten zolang hij aan de voltijdse leerplicht onderworpen is.

Afwijkingen kunnen echter door de Executieve voor specifieke opleidingen worden toegestaan.

Art. 7. Het onderwijs voor sociale promotie heeft voornamelijk tot doel :

1° bij te dragen tot de individuele ontplooiing door een betere integratie in het sociaal, cultureel, beroeps- en schoolleven.

2° te voldoen aan de behoeften aan en de vraag naar vorming die van de ondernemingen, de besturen, het onderwijs en, in het algemeen, van de sociaal-economische en culturele kringen uitgaan.

(1) Zitting 1989-1990 :

Documenten van de Raad. — Nrs. 155, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nrs. 3 tot 5 : Amendementen.

Zitting 1990-1991 :

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : vergadering van 19 maart 1991.

**Art. 8.** Onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door de Executieve, worden de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie gemachtigd om voor de toegang tot de studies, het verloop en de bekrachtiging ervan, de bekwaamheid verworven in andere onderwijsvormen of in andere opleidingen, met inbegrip van de beroepservaring, in aanmerking te nemen.

De Executieve bepaalt de wijze van erkenning van de buiten het onderwijs voor sociale promotie verworven bekwaamheid.

**Art. 9.** De Executieve kan experimenteel onderwijs, waarvan de duur drie opeenvolgende kalenderjaren niet mag overschrijden, inrichten, erkennen of in de toelageregeling opnemen.

#### HOOFDSTUK II. — *De afdelingen en opleidingseenheden die in het onderwijs voor sociale promotie worden ingericht*

**Art. 10. § 1.** Ten einde de in artikel 1 bepaalde doelstellingen van het onderwijs voor sociale promotie te bereiken, organiseren de inrichtende machten van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie afdelingen van lager secundair onderwijs en hoger secundair onderwijs en op het niveau van het hoger onderwijs.

§ 2. Het hoger onderwijs voor sociale promotie is van het korte of van het lange type.

De Executieve bepaalt de voorwaarden voor de overgang van het ene type naar het andere.

**Art. 11.** De afdelingen beantwoorden aan individuele en collectieve behoeften aan inleidings-, inhaal-, kwalificatie-, volmakings-, bijscholings-, omscholings- en specialisatiecursussen.

Ze streven er tevens naar de bekwaamheid te doen verwerven

1° die verbonden is aan de kwalificatieniveaus overeenstemmend met de uitoefening van een betrekking, een ambacht of een beroep.

2° die de toelating tot of de handhaving in een opleidings- of opvoedingsproces mogelijk maakt.

**Art. 12.** Elke afdeling bestaat uit één of meer opleidingseenheden.

**Art. 13. § 1.** Een opleidingseenheid bestaat uit een cursus of uit een geheel van cursussen die gegroepeerd zijn omdat ze gemeenschappelijke doelstellingen nastreven en daardoor een pedagogisch geheel uitmaken inzake het verwerven van kennis en/of know-how.

Met elke opleidingseenheid komt een voorafgaande vereiste bekwaamheid overeen.

§ 2. De opleidingseenheden kunnen afzonderlijk worden ingericht.

**Art. 14.** De organisatie van de afdelingen en de opleidingseenheden is blijvend of occasioneel.

Ze kunnen op elk ogenblik van het jaar, overdag of 's avonds, op één of meer dagen per week worden ingericht, volgens een intensief of gespreid lesrooster

#### HOOFDSTUK III. — *De overlegcommissie*

**Art. 15.** Er wordt een Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, hierna genoemd "de Commissie", opgericht.

**Art. 16.** De Commissie geeft de Executieve adviezen in verband met de haar toevertrouwde opdrachten uit.

**Art. 17.** De Commissie heeft als opdracht in elk onderwijsnet de invoering van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 te volgen en te vergemakkelijken.

Ze is in het bijzonder belast met :

1° de uitwerking en het bijhouden van het minimaal referotelesrooster, van de minimale inhoud en van de kenmerken van de afdelingen en opleidingseenheden, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 44 en 61;

2° de vaststelling van het deel van het minimaal referotelesrooster en/of van het bijkomende deel van het referotelesrooster van de afdelingen dat door elke inrichting autonoom kan worden gebruikt zonder de op grond van het minimaal referetedossier verkregen waarmerking te wijzigen;

3° de aanpassing van de opleidingsprofielen;

4° de vaststelling van de wijze van capitalisatie van de studiebewijzen die de opleidingseenheden bekrachtigen;

5° de voorlichting over de mogelijkheid tot waarmerking er capitalisatie van de studiebewijzen.

**Art. 18.** De Commissie bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter, veertien werkende leden en veertien plaatsvervangers.

Allen zijn stemgerechtigd.

**Art. 19.** De voorzitter is een opperamtenaar van de Algemene Directie waaronder het onderwijs voor sociale promotie ressorteert.

De ondervoorzitter is het lid van de inspectie die als opdracht heeft de groep inspecteurs te begeleiden onder wier bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie ressorteert.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Executieve benoemd.

**Art. 20.** De werkende leden en de plaatsvervangers zijn ingedeeld in drie groepen :

1° twaalf leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen namelijk vier leden voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap, vier leden voor het gesubsidieerd vrij onderwijs onder wie, één vertegenwoordiger van het vrij niet confessioneel onderwijs en vier voor het gesubsidieerd officieel onderwijs. De vertegenwoordigers van de gesubsidieerde netten worden door de representatieve organisaties van de betrokken inrichtende machten voorgedragen, de vertegenwoordigers van het onderwijs van de Franse Gemeenschap door de Pedagogische Raad van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2° een vertegenwoordiger van het Bestuur onder de bevoegdheid waarvan het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, voorgedragen op een dubbellijst door de voorzitter van de Commissie;

3° een vertegenwoordiger van de inspectie onder de bevoegdheid waarvan het onderwijs voor sociale promotie ressorteert, voorgedragen op een dubbellijst door de ondervoorzitter van de Commissie.

De werkende leden en de plaatsvervangers van de Commissie worden door de Executieve benoemd voor een termijn van vier jaar, achtereenvolgens vernieuwbaar per termijn van 4 jaar.

**Art. 21.** De voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld bij artikel 78 zijn stemgerechtigde leden van de Commissie en nemen deel aan de werkzaamheden van de Commissie wanneer er sprake is van afdelingen van het niveau hoger onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 22.** De Commissie kan slechts geldig adviezen uitbrengen wanneer minstens 9 leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien het vereiste quorum niet wordt bereikt, wordt een vergadering binnen de veertien werkdagen gehouden, na een nieuwe oproeping, met dezelfde agenda als die van de vorige vergadering, ongeacht het aantal aanwezige leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen, wordt een geldig advies uitgebracht.

**Art. 23.** Bij een stemming brengt de commissie adviezen uit bij meerderheid van twee derde van de stemmen. Nota's van de minderheid kunnen bij de adviezen worden gevoegd.

**Art. 24.** De Commissie kan werkgroepen samenstellen waarvan ze de opdracht bepaalt en waaraan deskundigen die ze aanwijst deelnemen.

**Art. 25.** De Executieve regelt de organisatie en de werking van de Commissie.

#### HOOFDSTUK IV. — *Organisatie van het secundair onderwijs voor sociale promotie.*

##### *Afdeling 1. — Structuren*

**Art. 26.** Het secundair onderwijs voor sociale promotie stemt overeen met het secundair algemeen, technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan.

**Art. 27.** Elke afdeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie is ingedeeld bij het lager secundair onderwijs of het hoger secundair onderwijs volgens de algemene doelstellingen en de inhoud ervan en het studiebewijs dat ze bekrachtigt.

**Art. 28.** Elke opleidingseenheid is een doorstromings- of een kwalificatieeenheid, volgens de inhoud of de bijzondere doeleinden ervan.

Een doorstromingsopleidingseenheid bereidt voornamelijk op verdere studies voor met inbegrip van het niveau hoger onderwijs, en geeft ook toegang tot een kwalificatieniveau.

Een kwalificatieopleidingseenheid geeft de student toegang tot een kwalificatieniveau en biedt de mogelijkheid om studies voort te zetten, met inbegrip van het niveau hoger onderwijs.

**Art. 29.** De structuren van de inrichtingen, de ambten, de bekwaamheidsbewijzen en de bezoldiging van de personeelsleden worden bepaald door de indeling van de afdelingen en opleidingseenheden bij het lager secundair onderwijs of het hoger secundair onderwijs.

##### *Afdeling 2. — Studiebewijzen*

**Art. 30.** De afdelingen van het secundair onderwijs voor sociale promotie worden bekrachtigd :

1° door studiebewijzen overeenstemmend met die uitgereikt door het secundair onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip van het getuigschrift voor basisstudie en van de kwalificatiegetuigschriften die worden uitgereikt in het secundair onderwijs met volledig leerplan na afloop van de tweede graad en van de derde graad.

2° of door studiebewijzen eigen aan het secundair onderwijs voor sociale promotie.

De opleidingseenheden van het secundair onderwijs voor sociale promotie worden door attesten van welslagen bekrachtigd.

Het secundair onderwijs voor sociale promotie reikt eveneens het diploma uit dat overeenstemt met het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, zoals bepaald bij de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens gecoördineerd bij besluit van de Regent d.d. 31 december 1948.

##### *Afdeling 3. — Studieraad*

**Art. 31.** In elke inrichting treft de Studieraad binnen de perken en de voorwaarden vastgelegd door de referentdossiers en de algemene regeling van de studies, de beslissingen aangaande :

1° het toelaten van de leerlingen;

2° de pedagogische begeleiding van de leerlingen;

3° de bekrachtiging van de studies;

4° het uitreiken van het diploma dat overeenstemt met het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs.

**Art. 32.** Voor elke afdeling of opleidingseenheid omvat de studieraad de leden van het bestuurspersoneel en de leden van het onderwijzend personeel belast met de betrokken leerlingengroep.

Voor de bekrachtiging van de studies van een opleidingseenheid voor kwalificatie worden leden van buiten de inrichting toegevoegd aan de studieraad; hun aantal en de aanstellingswijze worden bepaald in de algemene regeling van de studies.



*Afdeling 4. — Toelatingsvoorwaarden.*

**Art. 33.** De toelating tot het secundair onderwijs voor sociale promotie gebeurt in een afdeling of in een opleidingsseenheid.

Ze wordt beslist door de Studieraad van de inrichting waarin de leerling ingeschreven wordt.

**Art. 34.** Op grond van de algemene regeling van de studies laat de studieraad elke kandidaat toe tot een afdeling of opleidingsseenheid en zijn beoordeling steunt o.m. op volgende elementen :

- 1° de door een studiebewijs bekrachtigde studies;
- 2° de resultaten van examens of test;
- 3° andere studies
- 4° documenten of attesten i.v.m. het beroep.

**Art. 35.** De regelmatig toegelaten leerlingen worden opgenomen in het aantal in aanmerking genomen leerlingen voor de toekenning van de werkingskosten, voor de toelating tot de toelagen, voor de berekening van de wedde of van de weddetoelage van de directeur en van de onderdirecteur, de vaststelling van de opdrachten van het onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel.

*Afdeling 5. — Pedagogische begeleiding.*

**Art. 36.** Cursussen kunnen worden ingericht en gesubsidieerd ten behoeve van één of meer leerlingen die vooraf vereiste kennis niet machtig zijn of die moeilijkheden in het begin of in de loop van de opleiding ondervinden;

De studieraad beslist over het nut, de inhoud en de duur van die lessen.

*Afdeling 6. — Bekrachtiging van de studies.*

**Art. 37.** Het attest van welslagen bepaald bij art. 30 wordt uitgereikt door de studieraad na een beraadslaging over :

- 1° de vastgestelde bevoegdheid;
- 2° de gegevens inzake formatieve en doorlopende evaluatie aangestipt door de studieraad,
- 3° de door de leerling verstrekte behoorlijk geverifieerde gegevens inzake persoonlijke vorming of opgedane beroepsbekwaamheid.

Bij toepassing van artikel 8 kan het attest van welslagen ook door de studieraad worden uitgereikt, na een beraadslaging over :

- 1° de vastgestelde bevoegdheid;
- 2° de uitslag van examens;
- 3° de door de leerling verstrekte behoorlijk geverifieerde gegevens inzake persoonlijke vorming of opgedane beroepsbekwaamheid.

**Art. 38.** Een leerling voleindigt met goed gevolg de opleiding van een afdeling indien hij attesten van welslagen heeft verkregen, bij toepassing van art. 37., voor alle opleidingsseenheden die de afdeling samenstellen.

*Afdeling 7. — Uitreiking van het diploma*

dat overeenstemt met het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs

**Art. 39. § 1.** Het diploma dat overeenstemt met het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, bedoeld bij art. 30, wordt uitgereikt na beraadslaging van de studieraad die bevoegd is voor het uitreiken van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs :

In zijn beoordeling houdt de studieraad rekening :

- 1° met de schoolresultaten van de leerling;
- 2° met zijn bekwaamheid om de verworven kennis te benutten;
- 3° met de beheersing van de Franse taal door de leerling;
- 4° met de voldoende beheersing van de niet-cognitieve bekwaamheid die onontbeerlijk is om met goed gevolg verder te studeren in het hoger onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. Elke leerling kan slechts het voorwerp zijn van één enkele beraadslaging door een Studieraad van het secundair onderwijs voor sociale promotie.

*Afdeling 8. — Algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie.*

**Art. 40.** De Executieve bepaalt de algemene regeling van de studies in het secundair onderwijs voor sociale promotie, bij toepassing, o.m. van de afdelingen 1. tot 7 van dit hoofdstuk.

**HOOFDSTUK V. — Organisatie van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.***Afdeling I. — Structuren*

**Art. 41.** Het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type kan in volgende categorieën worden ingericht :

- 1° technisch hoger onderwijs;
- 2° economisch hoger onderwijs;
- 3° agrarisch hoger onderwijs;
- 4° paramedisch hoger onderwijs;
- 5° sociaal hoger onderwijs;
- 6° pedagogisch hoger onderwijs;
- 7° maritiem hoger onderwijs.

**Art. 42.** Elke afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type wordt door de Executieve ingedeeld bij een van de bij artikel 41 bedoelde categorieën, op eensluidend advies van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in hoofdstuk I van Titel III.

Elke afdeling moet een eindwerk of -project en/of stages omvatten waarvoor begeleidingslestijden in het refertelestrooster worden toegewezen.

De beroepsbezigheid van de studenten kan met de bij het voorafgaande lid bedoelde stages worden gelijkgesteld, bij beslissing van de Studieraad.

**Art. 43.** Elke opleidingseenheid wordt door de Executieve bij minstens één van de bij artikel 41 bedoelde categorieën ingedeeld op eensluidend advies van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in hoofdstuk I van Titel III.

**Art. 44.** Het minimaal refertelestrooster, de minimale inhoud en de bij art. 17, 1°, bedoelde kenmerken voor zover ze de afdelingen en de opleidingseenheden betreffen, worden vastgesteld rekening houdend met de overgangsvoorwaarden van het hoger onderwijs van het korte type naar het hoger onderwijs van het lange type.

#### *Afdeling 2. — Studiebewijzen.*

**Art. 45.** De afdelingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type worden bekrachtigd :  
1° door diploma's die overeenstemmen met die uitgereikt door het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan;

2° of door diploma's die eigen zijn aan het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

De opleidingseenheden van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type worden door attesten van wetslagen bekrachtigd.

**Art. 46.** Het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type reikt het getuigschrift uit van pedagogische bekwaamheid bedoeld bij artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 april 1969, betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst-, en normaal onderwijs, alsmede de internaten die van deze inrichtingen afhangen.

Dit bekwaamheidsbewijs is ook een vereist bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een pedagogische functie in het gesubsidieerd onderwijs.

**Art. 47.** Bij toepassing van artikel 10, § 2, en van artikel 44 maken de attesten van wetslagen verkregen na afloop van opleidingseenheden zowel in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type als in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type, de bij artikel 45 bedoelde diploma's uit na toepassing van de kapitalisatiemodaliteiten.

#### *Afdeling 3. — Studieraad.*

**Art. 48.** In elke inrichting neemt de Studieraad binnen de perken en onder de voorwaarden die door de refertedossiers en de algemene regeling van de studies worden gesteld, de beslissingen aangaande :

- 1° de toelating van de leerlingen;
- 2° de pedagogische begeleiding van de leerlingen;
- 3° de bekrachtiging van de studies.

**Art. 49.** Wanneer de Studieraad beslissingen moet nemen in verband met de toelating of de pedagogische begeleiding van leerlingen, omvat hij de leden van het bestuurspersoneel en de leden van het onderwijzend personeel die belast zijn met de betrokken leerlingengroep.

Voor de bekrachtiging van de studies worden leden van buiten de inrichting toegevoegd aan de Studieraad; hun aantal en de aanstellingswijze worden bepaald in de algemene regeling van de studies.

#### *Afdeling 4. — Toelatingsvoorwaarden.*

**Art. 50.** De toelating tot het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type gebeurt in een afdeling of in een opleidingseenheid.

**Art. 51.** Niemand mag tegelijkertijd de cursussen volgen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en die van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

In afwijking hiervan mag een leerling van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan afdelingen of opleidingseenheden volgen waarvan de inhoud geheel of gedeeltelijk niet overeenstemt met dit van zijn leerplan in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

**Art. 52.** Tot toelating wordt besloten door de Studieraad van de inrichting waarin de leerling wordt ingeschreven.

**Art. 53.** De bepalingen van art. 34 en art. 35 zijn van toepassing op het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

#### *Afdeling 5. — Pedagogische begeleiding*

**Art. 54.** De bepalingen van artikel 36 zijn van toepassing op het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

*Afdeling 6. — Bekrchtiging van de studies*

**Art. 55.** Het attest van welslagen bepaald bij artikel 45 wordt door de Studieraad uitgereikt, na een beraadslaging over :

- 1° de vastgestelde bevoegdheid;
- 2° de gegevens inzake formatieve en doorlopende evaluatie aangestipt door bedoelde Studieraad;
- 3° de door de leerling verstrekte behoorlijk geverifieerde gegevens inzake persoonlijk vorming of opgedane beroepsbekwaamheid.

Bij toepassing van artikel 8 kan het attest van welslagen ook door de Studieraad worden uitgereikt na een beraadslaging over :

- 1° de vastgestelde bevoegdheid;
- 2° de uitslag van examens;
- 3° de door de leerling verstrekte behoorlijk geverifieerde gegevens inzake persoonlijke vorming of opgedane beroepsbekwaamheid.

**Art. 56.** Een leerling voleindigt met goed gevolg de opleiding van een afdeling indien hij bij toepassing van artikel 55, attesten van welslagen heeft verkregen voor elke opleidingseenheid die de afdeling samenstellen en indien hij met succes een eindwerk of -project heeft voorgelegd en verdedigd t.a.v. een hiertoe aangestelde examencommissie.

*Afdeling 7. — Algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.*

**Art. 57.** De Executieve bepaalt de algemene regeling van de studies van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type bij toepassing o.m. van de afdelingen 1 tot 6 van dit hoofdstuk.

**HOOFDSTUK VI. — Organisatie van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type***Afdeling 1. — Structuren*

**Art. 58.** Het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type kan in volgende categorieën worden ingericht :

- 1° technisch hoger onderwijs;
- 2° economisch hoger onderwijs;
- 3° agrarisch hoger onderwijs;
- 4° paramedisch hoger onderwijs;
- 5° sociaal hoger onderwijs;
- 6° pedagogisch hoger onderwijs;
- 7° maritiem hoger onderwijs.

**Art. 59.** Elke afdeling van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type wordt door de Executieve ingedeeld bij een van de bij artikel 58 bedoelde categorieën op eensluidend advies van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in hoofdstuk I van Titel III. Elke afdeling moet een eindwerk of -project en stages omvatten waarvoor begeleidingslestijden in het referentiesrooster worden toegewezen. De beroepsbezigheid van de studenten kan met de bij het voorafgaande lid bedoelde stages worden gelijkgesteld bij beslissing van de Studieraad.

**Art. 60.** Elke opleidingseenheid wordt door de Executieve ingedeeld bij minstens één van bij artikel 58 bedoelde categorieën, op eensluidend advies van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie, bedoeld in hoofdstuk I van Titel III.

**Art. 61.** Het minimaal referentiesrooster, de minimale inhoud en de bij art 17, 1° bedoelde kenmerken, voor zover ze de afdelingen en de opleidingseenheden betreffen, worden vastgesteld rekening houdend met de overgangsvoorwaarden van het hoger onderwijs van het korte type naar het hoger onderwijs van het lange type.

*Afdeling 2. — Studiebewijzen.*

**Art. 62.** De afdelingen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type worden bekrachtigd :

- 1° door diploma's die overeenstemmen met die, uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan;
- 2° of door diploma's die eigen zijn aan het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

De opleidingseenheden van het hoger onderwijs voor sociale promotie worden door attesten van welslagen bekrachtigd. De diploma's die overeenstemmen met die, uitgereikt, door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan vermelden de behaalde graad.

**Art. 63.** Het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type reikt een diploma en een graad uit waarvan de overeenstemming met het diploma en de graad van industrieel ingenieur, uitgereikt door het hoger onderwijs van het lange type en met volledig leerplan, wordt bepaald door een commissie waarvan de samenstelling en de werking door de Executieve worden vastgesteld.

**Art. 64.** De Executieve bepaalt de diploma's en de graden behaald in de categorieën van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type bedoeld in artikel 58 indien er wordt besloten één van deze categorieën in te richten.

**Art. 65.** Bij toepassing van artikel 10, § 2, en van de artikelen 44 en 61 vormen de attesten van welslagen, verkregen na afloop van de opleidingseenheden, zowel van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type, als van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type, de bij de artikelen 62, 63 en 64 bedoelde diploma's, na toepassing van de kapitalisatiemodaliteiten.

*Afdeling 3. — Studieraad.*

**Art. 66.** In elke inrichting neemt de Studieraad binnens de perken en onder de voorwaarden die door de referatodossiers en de algemene regeling van de studies worden gesteld, de beslissingen aangaande :

- 1° de toelating van de leerlingen;
- 2° de pedagogische begeleiding van de leerlingen,
- 3° de bekrachtiging van de studies.

**Art. 67.** De bepalingen van artikel 49 zijn van toepassing wat het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type betreft.

*Afdeling 4. — Toelatingsvoorwaarden.*

**Art. 68.** De toelating tot het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type gebeurt in een afdeling of in een opleidingseenheid.

**Art. 69.** Niemand mag tegelijkertijd de cursussen volgen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en die van het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan. In afwijking hiervan mag een leerling van het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan afdelingen of opleidingseenheden volgen waarvan de inhoud geheel of gedeeltelijk niet overeenstemt met die van zijn leerplan in het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan.

**Art. 70.** De bepalingen van de artikelen 52, 34 en 35 zijn van toepassing op het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

*Afdeling 5. — Pedagogische begeleiding.*

**Art. 71.** De bepalingen van artikel 36 zijn van toepassing op het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

*Afdeling 6. — Bekrachtiging van de studies.*

**Art. 72.** Het attest van welslagen bedoeld in art. 62 wordt uitgereikt door de studieraad na een beraadslaging over :

- 1° de vastgestelde bevoegdheid;
- 2° de gegevens inzake formatieve en doorlopende evaluatie, aangestipt door die studieraad;
- 3° de door de leerling verstrekte en behoorlijk geverifieerde gegevens inzake persoonlijke vorming of opgedane beroepsbekwaamheid.

Krachtens art. 8 kan het attest van welslagen ook door bedoelde studieraad uitgereikt worden na een beraadslaging over:

- 1° de vastgestelde bevoegdheid;
- 2° de uitslag van examens;
- 3° de door de leerling verstrekte en behoorlijk geverifieerde gegevens inzake persoonlijke vorming of opgedane beroepsbekwaamheid.

**Art. 73.** De bepalingen van art. 56 zijn toepasselijk op het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.

*Afdeling 7. — Algemene regeling van de studies in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type.*

**Art. 74.** De Executieve stelt de algemene regeling van de studies vast voor het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type o.m. bij toepassing van de afdelingen 1 tot 6 van dit hoofdstuk.

**HOOFDSTUK VII. — Wijze van uitreiking van de bekwaamheidsbewijzen in het onderwijs voor sociale promotie**

**Art. 75.** Het onderwijs voor sociale promotie reikt een bekwaamheidsbewijs uit dat met dat van het onderwijs met volledig leerplan overeenstemt wanneer dit bewijs globale bekwaamheden bekrachtigt die de Executieve gelijkwaardig verklaard heeft. De Executieve verklaart gelijkwaardig de globale bekwaamheden, bedoeld in lid 1, met in achtname van de structuur en de finaliteit van het onderwijs voor sociale promotie, na raadpleging van de betrokken instanties van het onderwijs met volledig leerplan en op eensluidend advies van de overlegcommissie. De Executieve bepaalt de instanties en de wijze van raadpleging bedoeld in lid 2.

**Art. 76.** De Executieve bepaalt de opleiding bekrachtigd door een specifiek bekwaamheidsbewijs van het onderwijs voor sociale promotie op eensluidend advies van de overlegcommissie.

**Art. 77.** De uitreiking van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de art. 75 en 76 behoort tot de bevoegdheid van de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie, na beraadslaging in de studieraad.

**TITEL III. — Gemeenschappelijke bepalingen voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsels 1 en 2****HOOFDSTUK I. — Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie**

**Art. 78.** Bij het ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap wordt een Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht, die hierna Hoge Raad genoemd wordt.

**Art. 79.** De Hoge Raad bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter, 22 werkende leden en 22 plaatsvervangers. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden worden door de Executieve aangewezen. De werkende leden en de plaatsvervangers zijn verdeeld in 5 groepen :

- a) 6 leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen, t.w. 2 per net;
- b) 6 vertegenwoordigers van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie, t.w. 2 per net;
- c) 3 leden die studenten zijn van het onderwijs voor sociale promotie, t.w. 1 per net;
- d) 3 vertegenwoordigers van de vakverenigingen erkend door de wet van 19/12/1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het overheidsperoneel;
- e) 4 vertegenwoordigers van de sociaal-economische kringen die belang stellen in het onderwijs voor sociale promotie of van andere belanghebbende kringen.

De leden van voormelde groepen a), b) en c) die de gesubsidieerde netten vertegenwoordigen, worden voorgedragen door de representatieve organisaties van de betrokken inrichtende machten. Voor de werkende leden en voor de plaatsvervangers van de groepen a) en b) is de Hoge Raad derwijze samengesteld dat geen enkele filosofische of godsdienstige strekking er over de meerderheid beschikt.

**Art. 80.** De Hoge Raad geeft de Executieve, op verzoek van deze of uit eigen beweging, adviezen over elk vraagstuk van aanpassing van het onderwijs voor sociale promotie aan de sociaal-economische en culturele behoeften of betreffende de bevordering, uitbouw en verbetering van dat onderwijs.

**Art. 81.** De Executieve bepaalt de wijze van organisatie en werking van de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie.

## HOOFDSTUK II. — *Lestijdendotaties*

**Art. 82.** Elke inrichtende macht van het onderwijs voor sociale promotie beschikt over een dotatie berekend in lestijden van 50 minuten.

**Art. 83.** De lestijden behoren tot categorie A of B. Categorie A omvat de lestijden voor hoger secundair technisch onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, voor hoger secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en voor hoger onderwijs voor sociale promotie volgens beide stelsels. De andere lestijden behoren tot categorie B.

**Art. 84.** Voor het schooljaar 1988-1989 is de aanvankelijke dotatie van een inrichtende macht de som, per studieniveau, van de aantallen lestijden van 50 minuten die met naleving van de reglementsbepalingen werkelijk georganiseerd worden door de inrichtende macht, in het eerste tiende van de duur van elke afdeling of korte opleiding tijdens het schooljaar 1987-1988. Die som wordt eenmaal verhoogd met 120 lestijden categorie A per autonome inrichting in een gemeente met een bevolkingsdichtheid van minder dan 75 inwoners per km<sup>2</sup>.

Voor het schooljaar 1989-1990 wordt de lestijdendotatie van een inrichtende macht verhoogd met 1 % zowel voor de lestijden van categorie A als voor die van categorie B voor elk van eigen inrichtingen en worden de in 1988-1989 niet georganiseerde lestijden overgedragen.

**Art. 85.** Op 1 september 1990 is de lestijdendotatie van een inrichtende macht de som, per studieniveau, van de lestijden van 50 minuten die georganiseerd kunnen worden volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 december 1973 tot vaststelling van normen voor opsplitsing en hergroepering van studiejaren in het secundair technisch onderwijs, in het technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogische en artistiek hoger onderwijs van het korte type, in het technisch en agrarisch hoger onderwijs van de 2e graad, in het eerste tiende van de duur van elke afdeling of korte opleiding georganiseerd tijdens het schooljaar 1989-1990.

Op grond van de begrotingskredieten toegekend aan het onderwijs voor sociale promotie bepaalt de Executieve de waarde van de correctiecoëfficiënt die toegepast moet worden op het bedrag van de in het 1e lid bedoelde lestijdendotatie.

Op 1 september 1990 zullen de 45 % van het aantal lestijden voortvloeiend uit de toepassing van het 1e en het 2e lid toegekend worden aan elke inrichtende macht om zijn behoeften tot het einde van het kalenderjaar 1990 te dekken.

**Art. 86.** Vanaf 1 januari 1991 beschikt elke inrichtende macht over een lestijdendotatie die per kalenderjaar toegekend wordt.

**Art. 87.** Elk jaar wordt de in art. 86 bedoelde lestijdendotatie aangepast aan de behoeften en aan de kredieten toegekend aan het onderwijs voor sociale promotie.

De Executieve bepaalt de regels voor de in het 1e lid bedoelde aanpassingen, rekening houdend o.m. met de evolutie van de lestijden-leerling.

**Art. 88.** De inrichtende macht van een net kan voor een kalenderjaar lestijden uitlenen aan een andere inrichtende macht van hetzelfde net, mits de rechten van het personeel gewaarborgd worden.

**Art. 89.** Een inrichtende macht die zijn activiteit in het onderwijs voor sociale promotie stopzet door definitieve sluiting van zijn afdelingen kan lestijden overdragen aan een andere inrichtende macht van hetzelfde net, mits de rechten van het personeel gewaarborgd worden.

**Art. 90.** Een inrichtende macht kan beschikbare lestijden van categorie A omvormen in lestijden van categorie B en omgekeerd.

Een lestijd van categorie A stemt overeen met één en een vierde lestijd van categorie B.

Een lestijd van categorie B stemt overeen met acht tiende van een lestijd van categorie A.

**Art. 91.** Elke inrichtende macht kent binnen de perken van zijn mogelijkheden een dotatie/school toe aan zijn inrichtingen voor sociale promotie.

**Art. 92.** De keuze van de aanwending van de dotaties/school behoort tot de bevoegdheid van elke inrichtende macht mits de reglementsbepalingen worden nageleefd en elke student de aangevatte studies tot een goed einde kan brengen.

**Art. 93.** Het verschil tussen het aantal lestijden waaruit de dotatie van de inrichtende macht bestaat en het aantal lestijden waaruit de gezamenlijke dotatie/school van de inrichtende macht bestaat, is de reserve waarover de inrichtende macht beschikt. Die reserve kan verminderd worden met het aantal lestijden uitgeleend aan een andere inrichtende macht of verhoogd worden met het aantal lestijden ontleend aan een andere inrichtende macht, overeenkomstig art. 88.

De reserve kan positief of nihil zijn.

Elk negatief bedrag van de reserve is een overschrijding van de lestijden/dotatie en kan niet gesubsidieerd worden.

Elke inrichtende macht kan aan zijn inrichting(en) voor sociale promotie lestijden uit zijn reserve toekennen.

De lestijdenreserve vermindert jaarlijks overeenkomstig de bepalingen getroffen bij toepassing van art. 87.

### HOOFDSTUK III. — Rationalisatie en programmatie van het onderwijs voor sociale promotie.

#### Afdeling 1. — Algemene bepalingen.

**Art. 94.** Een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie heeft een stamboeknummer, heeft haar zetel op een bepaalde plaats, staat onder het gezag van een voltijds directeur, bereikt een minimaal schoolbevolkingscijfer en organiseert uit dien hoofde een minimumaantal lestijden-leerling.

Ze kan niet toegevoegd worden aan een inrichting met volledig leerplan krachtens art. 6 van het koninklijk besluit nn 461 van 17 september 1986 houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 95.** Onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van één onderwijsnet, die bij de inwerkingtreding van dit besluit toegevoegd zijn aan onderwijsinrichtingen met volledig leerplan, kunnen met elkaar fuseren op de 1e juli na de datum van inwerkingtreding van dit decreet om een nieuwe autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie te vormen, mits die inrichting op de datum van de fusie de bij dit decreet gestelde rationalisatienorm bereikt.

Een van de oorspronkelijke zetels wordt de zetel van de nieuwe autonome inrichting, de andere oorspronkelijke zetel(s) wordt (worden) vestiging(en) van die inrichting.

**Art. 96.** Een onderwijsinrichting voor sociale promotie die bij de inwerkingtreding van dit decreet verbonden is aan een onderwijsinrichting met volledig leerplan kan, op de 1e juli na de inwerkingtreding van dit decreet samengevoegd worden met een andere onderwijsinrichting voor sociale promotie van hetzelfde onderwijsnet en dan een vestiging van laatstgenoemde autonome inrichting worden.

#### Afdeling 2. — Onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

**Art. 97.** De rationalisatie van het onderwijs voor sociale promotie gebeurt per net, voor :

1° het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2° het onderwijs georganiseerd door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten of elke publiekrechtelijke rechtspersoon,

gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs.

**Art. 98.** Er wordt voor elke autonome inrichting een rationalisatienorm vastgesteld uitgedrukt in lestijden-leerling.

**Art. 99.** Het aantal lestijden-leerling van elke inrichting wordt bekomen door het optellen van de aantallen lestijden-leerling van alle opleidingseenheden of onderdelen ervan, die werkelijk door de inrichting georganiseerd worden tijdens een kalenderjaar, met naleving van de reglementsbepalingen.

Het aantal lestijden-leerling van (een onderdeel van) een opleidingseenheid, overeenkomstig de reglementsbepalingen werkelijk georganiseerd door de inrichting gedurende een kalenderjaar is het produkt van de vermenigvuldiging van het aantal lestijden van die opleidingseenheid of onderdeel ervan, werkelijk georganiseerd gedurende dat kalenderjaar, met het aantal betrokken regelmatige leerlingen.

**Art. 100.** De rationalisatienorm per autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van stelsel 1 wordt vastgesteld op :

1° 30 000 lestijden-leerling per inrichting waarvan de zetel gevestigd is in een arrondissement met minder dan 125 inwoners/km<sup>2</sup>;

2° 40 000 lestijden-leerling in de andere gevallen.

**Art. 101.** Elke autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie die op de laatste dag van het kalenderjaar de in art. 100 gestelde rationalisatienorm niet bereikt heeft, verliest haar autonomie op de eerste dag van het volgende kalenderjaar.

Ze kan samengevoegd worden met een andere autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie en een vestiging hiervan worden.

Komt er geen samenvoeging, dan moet ze alle afdelingen en opleidings eenheden die ze organiseert, sluiten.

De leerlingen die op die datum de lessen volgen in afdelingen of opleidingseenheden van een in lid 1 bedoelde inrichting moeten er toch hun studies kunnen voortzetten, tenzij een inrichting dezelfde afdelingen of opleidingseenheden organiseert onder voorwaarden die de leerling aanvaardt.

De Executieve bepaalt de bezoldigingsregeling voor de directeur en de opvoeder-huismeester van de in het 4e lid bedoelde inrichting.

**Art. 102.** Elke onderwijsinrichting voor sociale promotie kan vanaf de eerste dag van een kalenderjaar, nieuwe afdelingen en/of opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 organiseren, mits het totaal aantal lestijden die in dat kalenderjaar georganiseerd worden, binnen de perken blijft van de dotatie/school, vastgesteld door de in de art. 91 en 92 bedoelde inrichtende macht.

*Afdeling 3. — Onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en van stelsel 2 in dezelfde inrichting.*

**Art. 103.** De rationalisatienorm per autonome inrichting die tegelijkertijd onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en van stelsel 2 organiseert, wordt vastgesteld op :

1° 30 000 lestijden-leerling per inrichting waarvan de zetel gevestigd is in een arrondissement met minder dan 125 inwoners/km<sup>2</sup>;

2° 40 000 lestijden-leerling in de andere gevallen.

**Art. 104.** Elke autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie die op de laatste dag van het kalenderjaar de in art. 103, gestelde rationalisatienorm niet bereikt heeft, verliest haar autonomie op de eerste dag van het volgende kalenderjaar. Ze kan samengevoegd worden met een andere autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie en daarvan een vestiging worden. Komt er geen samenvoeging, dan moet ze alle afdelingen en opleidings-eenheden die ze organiseert, sluiten. De leerlingen die op die datum de lessen volgen in afdelingen of opleidingseenheden van een in lid 1 bedoelde inrichting moeten er toch hun studies kunnen voortzetten, tenzij een inrichting dezelfde afdelingen of opleidingseenheden organiseert onder voorwaarden die de leerling aanvaardt. De Executieve bepaalt de bezoldigingsregeling voor de directeur en de opvoeder-huismeester van de in het 4e lid bedoelde inrichting.

**Art. 105.** Art. 102 geldt ook voor de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie die tegelijkertijd onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en van stelsel 2 organiseren.

**Art. 106.** Voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 is het aantal lestijden-leerling het aantal bedoeld in art. 99. Voor dat van stelsel 2 is het aantal lestijden-leerling het produkt van de vermenigvuldiging met 40 van het aantal wekelijkse lestijden-leerling bedoeld in art. 5 van het koninklijk besluit nr. 461 van 17 september 1986 houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het onderwijs voor sociale promotie, maar de referentieperiode is het kalenderjaar, niet het schooljaar. Het aantal lestijden-leerling bedoeld in art. 103 is de som van de aantallen lestijden-leerling bedoeld in het 1e en het 2e lid.

**Art. 107.** De Executieve bepaalt de normen en voorwaarden voor de oprichting van nieuwe inrichtingen binnen de perken van de stamboeknummers van de inrichtingen die, per net, bestonden op 31 augustus 1986, d.i. daags voor de inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 461 van 17 september 1986 houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, met uitzondering van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie die nadien toegevoegd werden aan een onderwijsinrichting met volledig leerplan overeenkomstig de bepalingen van dat besluit.

#### HOOFDSTUK IV. — Bevolkingsminima en splitsingsnormen

**Art. 108.** In het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 is het bevolkingsminimum voor een opleidingseenheid één leerling.

**Art. 109.** Voor de bevolking van de verschillende opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en voor de splitsing en groepering bepaalt het inrichtingshoofd, na raadpleging van de studieraden de samenstelling van de groepen, met in achtneming van de lestijden-dotatie van zijn inrichting.

**Art. 110.** De Executieve bepaalt de normen en voorwaarden voor splitsing en groepering.

#### HOOFDSTUK V. — Opdrachten en betrekkingen

**Art. 111. § 1** De Executieve bepaalt de voorwaarden voor oprichting en in standhouding, in de autonome inrichtingen, van betrekkingen van directeur, onderdirecteur, werkmeester, opvoeder-huismeester, directiesecretaris, studiemeester-opvoeder en van het administratief personeel.

§ 2. Vanaf de 1e juli, na de datum van inwerkingtreding van dit decreet bestaan de in § 1 bedoelde betrekkingen enkel als hoofdamt, onverminderd overgangsbepalingen die de Executieve vaststelt.

Vanaf die datum genieten de personeelsleden aan wie één van de in § 1 bedoelde betrekkingen en/of een betrekking van leraar is toegewezen als hoofdamt in het onderwijs voor sociale promotie, de valorisatie, bij de berekening van hun anciënniteit, van alle diensten die, in welke hoedanigheid ook, gepresteerd werden in het onderwijs, en genieten zij de voor hen gunstigste weddeschaalanciënniteit.

§ 3 - Met de uitdrukking "hoofdamt" bedoelt men het ambt of de ambten, met (on)volledige prestaties, waarvan de gezamenlijke relatieve waarden niet meer dan één eenheid bedragen. De in het 1e lid bedoelde ambten kunnen uitgeoefend worden in één of verschillende door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen van hetzelfde type of van verschillende types.

**Art. 112.** Aan de studieraad bedoeld in afdeling 3 van de hoofdstukken IV, V en VI van Titel II kan een aantal lestijden worden toegekend binnen de perken die de Executieve vaststelt, op eensluidend advies van de overlegcommissie.

#### HOOFDSTUK VI. — Bijzondere bepalingen

**Art. 113.** Het onderwijs voor sociale promotie wordt verstrekt in inrichtingen die pedagogische eenheden vormen zoals bedoeld in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. Op voorwaarden die de Executieve vaststelt, kan het verstrekt worden buiten pedagogische eenheden.

**Art. 114.** Om de in art. 7 bepaalde doelstellingen te bereiken, kunnen de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie overeenkomsten sluiten met andere onderwijsinrichtingen, met organen, instellingen, bedrijven, personen en verenigingen.

**Art. 115.** De Executieve bepaalt de algemene voorwaarden voor de aanwending, door de inrichtende machten van onderwijs voor sociale promotie, van specifieke middelen, buiten die toegekend aan het onderwijs voor sociale promotie, die bij overeenkomst te hunner beschikking gesteld zouden worden.

**Art. 116.** Onder voorwaarden die de Executieve vaststelt, kunnen de telecommunicatiemiddelen gebruikt worden door het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 117.** Het onderwijs voor sociale promotie kan het initiatief nemen, de in dat onderwijs ingeschreven personen oriëntering en begeleiding te bezorgen.

**Art. 118.** De Executieve bepaalt onder welke voorwaarden een beroep gedaan wordt op deskundigen voor bepaalde prestaties. Met inachtneming van de statutaire beginselen die voor alle categorieën van het onderwijspersoneel gelden, stelt de Executieve bijzondere bepalingen vast die voldoen aan de specifieke eisen van het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 119.** De Executieve stelt een nieuwe bezoldigingsregeling vast voor de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, alsook de bezoldigingsmodaliteiten van personeelsleden die tevens in het onderwijs voor sociale promotie en in andere onderwijsvormen werkzaam zijn.

**Art. 120.** Bij toepassing van art. 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, organiseert de Executieve de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie, in één inspectiedienst voor het secundair en hoger onderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie.

**Art. 121.** Een pedagogische eenheid bestaande uit een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap kan maar in één administratief arrondissement gevestigd zijn, behoudens een door de Executieve toegestane afwijking.

**Art. 122.** De afdelingen en de korte opleidingen die vanaf 12 oktober 1979 open zijn kunnen georganiseerd, erkend en gesubsidieerd worden mits ze voldoen aan de andere algemene voorwaarden die de vigerende reglementering oplegt, volgens een systeem van urenbank die het mogelijk maakt, beschikbaar geworden lestijden te gebruiken.

**Art. 123.** De opleidingsmodulen die open waren tijdens de schooljaren 1979-1980, 1980-1981 en 1981-1982 kunnen georganiseerd, erkend en gesubsidieerd worden.

#### TITEL IV. — Slotbepalingen met inbegrip van alle wijzigingen, opheffingen en overgangs- en slotbepalingen

**Art. 124.** Art. 6 van de wetten op de toekenning van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent wordt gewijzigd als volgt :

1° § 1 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

"of in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1"

2° een nieuwe § 3, luidend als volgt, wordt na § 2 ingevoegd:

"§ 3 het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan de leerlingen van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 die met goed gevolg de afdeling of de gezamenlijke opleidingseenheden die tot dat getuigschrift leiden, volbracht hebben";

3° de §§ 3 en 4 worden resp. §§ 4 en 5.

**Art. 125.** Art. 9 van dezelfde wetten wordt gewijzigd als volgt:

1° de tekst van het 2e lid wordt vervangen door de volgende:

"Ze bestaat uit 2 afdelingen, de ene voor het algemeen onderwijs met volledig leerplan, de andere voor het secundair technisch, kunst- er beroepsonderwijs met volledig leerplan, alsook voor het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1";

2° het derde lid wordt vervangen door onderstaande tekst:

"De eerste afdeling bestaat uit leraars van het algemeen secundair onderwijs met volledig leerplan. De 2e afdeling bestaat uit leraars van het secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs met volledig leerplan en uit leraars van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1. Elke afdeling is derwijze samengesteld dat de leden die tot het officieel onderwijs en de leden die tot het vrij onderwijs behoren, even talrijk zijn.

**Art. 126.** Art. 10 van dezelfde wetten wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 3 wordt de inleidende zin vervangen door de volgende bepaling :

"De homologatie van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs is afhankelijk van de voorlegging van een van de volgende bekwaamheidsbewijzen uiterlijk na afloop van het 6e jaar secundair, algemeen, technisch of kunstonderwijs of van het 7e jaar secundair beroepsonderwijs, of in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1";

2° § 4 wordt aangevuld met:

"3° voor het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, de regelmatigheid van de studies in de afdeling of in het geheel van de opleidingseenheden die leiden tot het getuigschrift, overeenstemmend met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs".



**Art. 127.** De middelbare technische normaalleergangen in het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 worden jaar na jaar afgeschaft vanaf 1 september van het jaar na de goedkeuring door de Executieve van het minimumreferteesrooster, de minimuminhoud en de kenmerken van de afdeling waarvoor het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid bedoeld in art. 46, uitgereikt wordt. Die afschaffing gebeurt op eensluidend advies van de in art. 15 ingestelde overlegcommissie.

**Art. 128.** Op advies van de hoge pedagogische raad bepaalt de Executieve de voorwaarden volgens welke het diploma van pedagogische bekwaamheid of het diploma uitgereikt door de middelbare technische normaalleergangen gelijkgesteld wordt met het in art. 46 bedoelde getuigschrift van pedagogische bekwaamheid.

**Art. 129.** De afdelingen voor technisch ingenieur, georganiseerd in de hogere technische leergangen van de 2e graad van het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 worden jaar na jaar afgeschaft vanaf 1 september van het jaar na de goedkeuring door de Executieve van het minimumreferteesrooster, de minimuminhoud en de kenmerken van de afdelingen, waarvoor de in art. 63 bedoelde bekwaamheidsbewijzen uitgereikt worden.

**Art. 130.** De houders van het diploma van technisch ingenieur, verkregen na afloop van de studies in de afdelingen van de hogere technische leergangen van de 2e graad van het hoger onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, kunnen de gelijkstelling van hun graad en diploma bekomen met de graad en het diploma bedoeld in art. 63, gedurende 10 jaar na de datum van uitreiking van het laatste diploma van technisch ingenieur bedoeld in art. 129.

De Executieve bepaalt de wijze waarop de in het lid bedoelde gelijkstelling toegekend wordt.

**Art. 131.** Aan het opschrift van het koninklijk besluit nr. 461 van 19 september 1986 houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het onderwijs voor sociale promotie worden de woorden "van stelsel 2" toegevoegd.

De art. 10, 11, 12 en 15 van dat besluit worden opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

In art. 9 van dat besluit wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 3 de begrippen identieke afdelingen of afdelingen van dezelfde studierichting gelden niet in een zelfde inrichting".

**Art. 132.** Aan het opschrift van het koninklijk besluit nr. 64 van 20 juli 1982 tot vaststelling van de schoolbevolkingsminima in sommige afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie worden de woorden "van stelsel 2" toegevoegd.

**Art. 133.** Het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende de splitsings- en groeperingsnormen voor studiejaar van het secundair technisch onderwijs, van het hoger technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogisch en kunstonderwijs van het korte type, van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van de 2e graad wordt op september 1990 opgeheven wat het onderwijs voor sociale promotie betreft.

**Art. 134.** De koninklijke besluiten nn 62 dd. 20 juli 1982 en nn 151 dd. 30 december 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 januari 1966 tot vaststelling van de vereiste voorwaarden voor de bepaling van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs, worden opgeheven voor de autonome inrichtingen bedoeld in de art. 94, 95 en 96, op de datum van inwerkingtreding van het besluit dat de Executieve overeenkomstig art. 111 zal treffen.

**Art. 135.** Op de datum van inwerkingtreding van de nieuwe bezoldigingsregeling, bedoeld in art. 119, wordt het koninklijk besluit nr. 63 dd. 20 juli 1982 tot wijziging van de bepalingen van de bezoldigingsregelingen toepasselijk op het onderwijzend en gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie, opgeheven wat het onderwijs voor sociale promotie betreft.

**Art. 136.** De afdelingen en opleidingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, die voor de programmatie voorgedragen worden door de inrichtende machten en waarvoor nog geen refertedossier bestaat dat door de Executieve goedgekeurd is op eensluidend advies van de overlegcommissie, worden goedgekeurd op grond van de refertedossiers die hun onderwijsnet heeft aangelegd. De Executieve keurt die afdelingen en eenheden voorlopig goed mits de dossiers van de leden van het onderwijzend personeel die ter beschikking gesteld worden bij ontstentenis van betrekking, aan de reffectatiecommissie voorgelegd worden. De goedgekeurde afdeling of opleidingseenheid kan in de toelageregeling worden opgenomen.

**Art. 137.** Wanneer een refertedossier van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 goedgekeurd is door de Executieve op eensluidend advies van de overlegcommissie, vormen de inrichtende machten de betrokken bestaande structuren geleidelijk om uiterlijk op 1 januari van het 2e kalenderjaar na de goedkeuring.

**Art. 138.** De afdelingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 georganiseerd in categorieën voor die bepaald door de op 30 april 1957 gecoördineerde wetten op het technisch onderwijs, moeten georganiseerd worden volgens stelsel 1 van het onderwijs voor sociale promotie, uiterlijk de 1e dag van het 2e kalenderjaar na de datum van inwerkingtreding van dit decreet, zoniet worden ze op deze datum afgeschaft.

Art. 139. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1990 behalve de art. 122 en 123 die op 1 september 1979 in werking treden, hoofdstuk II van Titel III dat op 1 september 1988 in werking treedt en hoofdstuk VI van Titel II dat op 1 september 1992 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 april 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,  
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
F. GUILLAUME

F. 91 — 1004

**16 AVRIL 1991. — Décret modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par l'arrêté royal n° 462 du 17 septembre 1986 et par l'arrêté royal n° 505 du 31 décembre 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« — les personnes soumises à une obligation imposée par une autorité publique. »

2° au paragraphe 3, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ce droit d'inscription est payé en une fois avant le premier dixième de la durée de la formation choisie. »

3° il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Un minerval direct ou indirect peut être perçu par les établissements d'enseignement de promotion sociale. »

**Art. 2.** A l'alinéa 23 de la même loi, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Un système d'homologation est instauré par l'Exécutif de la Communauté française dans l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1. »

**Art. 3.** Dans l'article 24 de la même loi modifiée par les lois du 6 juillet 1970, 14 juillet 1975, 18 septembre 1981 et par l'arrêté royal n° 441 du 25 avril 1986, dont le paragraphe 3 devient le paragraphe 7, sont insérés des paragraphes 3, 4, 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 3. Pour bénéficier des subventions prévues par la présente loi, les institutions d'enseignement de promotion sociale de régime 1 doivent respecter l'horaire de référence minimum, le contenu minimum et les caractéristiques des sections et unités de formation, visées à l'article 17, alinéa 2, 1° du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tels qu'ils seront fixés par l'Exécutif de la Communauté française, sur avis conforme de la commission de concertation visée à l'article 15 du même décret.

A dater de la fixation visée à l'alinéa précédent, les dispositions de l'article 24, § 2, points 1° et 2° de la présente loi, cessent leurs effets en ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale de régime 1. »

« § 4. Lors du passage de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 à l'enseignement de promotion sociale de régime 1, les unités de formation dont l'ensemble couvre des sections admises définitivement aux subventions sont considérées comme telles, sur avis conforme de la commission de concertation visée à l'article 15 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. »

« § 5. Un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, comportant une ou plusieurs implantations situées ou non dans un même arrondissement administratif, au sens des articles 94, 95, 96 et 101 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale et de l'article 8 de l'arrêté royal n° 481 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale, constitue un ensemble pédagogique au sens du § 2, point 8° du présent article. »

« § 6. Par dérogation aux dispositions du § 2, point 8°, 1<sup>er</sup> alinéa, du présent article, un ensemble pédagogique formé par un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française ne peut être situé que dans le même arrondissement administratif sauf dérogation accordée par l'Exécutif. »

(1) Session 1989-1990

*Documents du Conseil.* — Nos 154. — N° 1 : Projet de décret. — N° 2 : Rapport.

Session 1990-1991

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 19 mars 1991.